

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'INFORMATIONS GENERALES N° 399 DU JEUDI 25 SEPTEMBRE 2025 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA: 500

Référendum

P.7



La Société Civile fait un constat satisfaisant

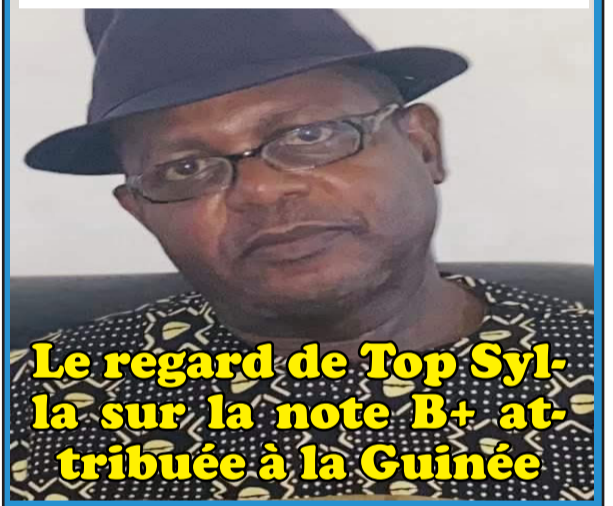


Résultats partiels du Référendum P.5



Dr Faya Millimouno jette du discrédit sur le processus

Notation financière P.3



Le regard de Top Syla sur la note B+ attribuée à la Guinée

Référendum du 21 septembre 25 P.4



Ce qu'en pense Dr Ben Youssouf Keita

Edito à vue d'Aigle

Une victoire du "Oui" et des interrogations

Le mercredi 24 septembre 2025, le ministre guinéen de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Ibrahima Kalil Condé, a rendu publics les résultats officiels provisoires du référendum constitutionnel qui s'est tenu jours plus tôt sur toute l'étendue du territoire national...

Référendum du 21 septembre P.6

La sérénité aura prévalu sur toute l'étendue du territoire national

Référendum constitutionnel en Guinée P.5

La CEDEAO et l'UA saluent le bon déroulement du scrutin

Référendum en Guinée P.2

Les appréciations de la cheffe de l'OIF

Édito à vue d'aigle



Une victoire du "Oui" et des interrogations

Le mercredi 24 septembre 2025, le ministre guinéen de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Ibrahim Kalil Condé, a rendu publics les résultats officiels provisoires du référendum constitutionnel qui s'est tenu jours plus tôt sur toute l'étendue du territoire national. Comme beaucoup s'y attendaient, notamment les partisans inconditionnels du CNRD et de son président, le "Oui" l'emporte avec 89,38% des suffrages exprimés. Quant au taux de participation, il serait de 86%. Il revient désormais à la Cour suprême de valider ces résultats. Avant son ministre de tutelle (MATD), qui a annoncé les résultats globaux provisoires, la directrice générale des élections, Mme Camara Djénabou Touré a donné les résultats provisoires des 375 communes

que compte le pays. Elle a reconnu avoir rencontré des difficultés à faire remonter les résultats, notamment à cause des restrictions d'Internet. En Haute-Guinée, le "Oui" à la nouvelle Constitution l'aurait emporté avec 96% des suffrages exprimés dans les régions de Faranah et de Kankan. Si l'on s'en tient à ces chiffres officiels, le plus faible score du "Oui" (74%) aurait été enregistré à Conakry, avec un taux de participation de 74%. Dans la région de Labé, le bastion historique de Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG, le « Oui » aurait engrangé 86% des voix, avec un taux de participation de 87%. Sans surprise, ces résultats ont été fermement rejetés par l'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté, qui vit en exil depuis trois ans. Il n'a d'ailleurs pas attendu les résultats globaux pour dénoncer, dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, ce qu'il considère comme une opération de "blanchiment du coup d'État" et une "mascarade". Avec ses alliés des Forces vives de Guinée (RPG, UFR, Model, FNDC et Forces sociales), il avait clairement appelé les Guinéens à boycotter le scrutin. Pour certains observateurs, si le vote s'est déroulé dans le calme, le processus référendaire s'est fait dans un contexte de tensions politiques. Il faut rappeler également que les principaux partis du pays, que sont l'UFDG de Cellou Dalein Diallo et le RPG Arc-en-ciel du président déchu Alpha Condé, ont été suspendus administrativement quelques jours avant l'ouverture de la campagne référendaire et donc interdits de faire campagne. Avec l'adoption d'une nouvelle constitution, la voie s'ouvre donc à l'actuel locataire du Palais Mohammed V, le général d'armée Mamadi Doumbouya pour se porter candidat à la prochaine élection présidentielle. Une éventualité contre laquelle les Forces vives de Guinée et d'autres acteurs sociopolitiques sont vent debout.

Kèfina Diakité



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018
Siège : Quartier Bambeto, Secteur: Taryana, Commune de Ratoma, sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée
E-mail : laigleinfosgn@gmail.com
Tél: (+224) 621 93 53 88
Fondateur & Administrateur Général Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621 93 53 88 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53
Directeur de Publication: Amadou Sadjou Diallo
Rédacteur en Chef: Sékou Condé
Secrétaire Général de la Rédaction: Samuel M'Bemba
Comité de Rédaction: Samuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjou Diallo, Moussa Thiam, Boéboé Béavogui, Abdoulaye Durack Bangoura
Stagiaire: Mamadou Oury Bah
Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub: Oumar Kabirou Kaba 654 75 56 50
Chef PAO: Abdoulaye Durack Bangoura
Imprimeur: Alseny Camara 628066445
Imprimerie: Imprimerie Lanyi
Distribution: L'Aigle Infos/Maison du Livre
Mise en page: CMP-GAMS 629106363
Photographe: Moustapha Camara
Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Référendum en Guinée
 Les appréciations de la cheffe de l'OIF



En marge de la 80ème Assemblée générale des Nations unies, à New-York (Etats-Unis), la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo, a rencontré le Général Amara, qui conduit la délégation guinéenne, a-t-on appris.

Une occasion que la cheffe de l'OIF a mise à profit pour donner la position de son institution sur le référendum constitutionnel du 21 septembre. La Rwandaise a salué les progrès réalisés par la Guinée dans son processus de transition. Louise Mushikiwabo s'est particulièrement félicitée du calme qui a prévalu en Guinée pendant ce vote référendaire. « Je tenais à féliciter la délégation guinéenne, d'abord pour le calme qui a accompagné ces élections, c'est extrêmement important et nous avons eu également l'occasion de parler du pays. » Pour rappel, l'OIF accompagne la Guinée depuis 2022 avec des experts sur le terrain. Sa Secrétaire générale a insisté sur l'importance de ce pays

pour l'organisation et a réaffirmé son engagement à soutenir la transition guinéenne. « La Guinée, que la francophonie accompagne depuis 2022 avec des experts qui sont sur le terrain, qui travaille avec les autorités guinéennes, est un pays que l'OIF a voulu, un pays qui gère une transition, qui va vers la stabilité. La Guinée est un pays très important de l'OIF ». Dans les échanges, il a été également question des projets stratégiques du pays et de la participation citoyenne. « Au-delà des élections, il y a des grands projets stratégiques pour le pays qui sont une base importante parce qu'un pays, un peuple ne peut pas vivre que de l'exercice politique et des élections. Il y

a aussi la marche du pays, il y a l'implication citoyenne. » Pour la patronne de l'OIF, son organisation ne recherche pas la « perfection » mais plutôt l'engagement et les progrès concrets. Elle note un « changement de narratif » qui, selon elle, reflète les attentes réelles du peuple guinéen. « Et comme je l'ai dit plusieurs fois, nous n'attendons pas la perfection du système guinéen. Nous attendons surtout cet engagement auprès des citoyens guinéens, cet avancement qui est important, je dirais même un changement de narratif, une histoire qui reflète les vraies attentes du peuple guinéen. », a-t-elle déclaré.

Mamadou Oury

Sécurité routière

Un spécialiste alerte sur le cas de l'échangeur de Bambéto



Balla Moussa Konaté est spécialiste en sécurité routière. Il alerte sur le cas de l'échangeur de Bambéto qui continue de subir des accidents de la route. Lisez...

« Plutôt que prévues, ces menaces ont commencé à se réaliser le 20 septembre 2025 dans les bandes de 20h à travers un camion remorque transportant un conteneur en provenance de Cosa. Sous l'effet d'un excès de vitesse qui a entraîné la défaillance de son système de freinage, ce poids lourd est

monté sur le pont de l'échangeur de Bambéto (qui n'est pas encore livré à la circulation) dont les glissières de sécurité ont empêché la chute sur les autres lignes de circulation en bas de ce pont. Ce qui serait très dommageable. Cependant, l'efficacité de ces équipements routiers de sécurité ne tiendra pas indéfiniment

si ce type d'accident devient de plus en plus courant et violent. Mon alerte du 6 août 2025 reste d'actualité contre les nombreux risques d'accidents graves qui guettent notre bel ouvrage à Bambéto. Le constat général révèle que nos routes sont de moins en moins sûres, à causes des nombreux accidents mortels que nous continuons d'enregistrer des façon récurrente. », alerte Balla Moussa Konaté, spécialiste en sécurité routière.

Kaba Kankoula



Tribune

Notation financière

Le regard de Top Sylla sur la note B+ attribuée à la Guinée



Pour Top Sylla, qui n'est plus à présenter dans le monde médiatique guinéen, la note B+ attribuée au pays du général Mamadi Doumbouya, par l'agence Standard & Poor's pourrait sonner faux dans le brouhaha de l'autosatisfaction.

« L'agence Standard & Poor's vient d'attribuer à la Guinée sa première notation financière : un B+ avec perspective stable. Dès lors, les communiqués triomphants ont fleuri, célébrant cette « reconnaissance internationale

» et ce « nouveau départ ». Avant de céder à cette autocongratulation générale, il serait sage de gratter le vernis et de voir ce qui se cache vraiment derrière cette note. Car oui, un B+, c'est mieux que rien. Mais c'est avant

tout une note spéculative, qui place la Guinée loin des pays véritablement solvables. Traduction ? On vous accorde une certaine confiance, mais avec d'énormes réserves. Les investisseurs internationaux ne s'y tromperont pas, cette note reste associée à un risque élevé. Le cœur de l'argument de S&P — et du gouvernement — repose sur un pari : Simandou. Ce projet pharaonique est présenté comme le Graal capable de transformer la Guinée en géant mondial du fer. Mais mettre tous ses œufs dans le même panier minier, n'est-ce pas reproduire les erreurs du passé ? Une économie diversifiée, résiliente et créatrice d'emplois durables ne se construit pas uniquement sur des mines, aussi riches soient-elles. L'histoire économique africaine est jonchée de projets miniers mirobolants aux retombées sociales décevantes. Rien ne garantit que Simandou bénéficiera réellement aux Guinéens, ni qu'il ne creusera pas davantage les inégalités.

On nous vante une rigueur budgétaire exemplaire et une inflation maîtrisée. Certes. Mais qui croit que cette discipline tiendra face à l'ampleur des besoins sociaux ? Les routes défoncées, les écoles surchargées, les hôpitaux sous-équipés réclameront tôt ou tard des investissements colossaux. La tentation de relâcher les efforts fiscaux sera forte, risquant de faire voler en éclats cette belle architecture financière. Le rebasage du PIB, s'il donne l'illusion d'une économie subitement plus grande, ne change rien à la réalité du quotidien des ménages. Un PIB en hausse de 50% sur le papier est un coup de com' statistique qui n'améliore pas, par magie, le pouvoir d'achat des pauvres Guinéens. S&P elle-même le souligne en filigrane. La dépendance aux matières premières, la faiblesse des institutions et les risques politiques restent des menaces sérieuses. La notation B+ n'est donc pas un certificat de bonne santé économique, mais une ligne de crédit conditionnelle. Faut-il pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain ? Non.

Cette notation est une opportunité. Mais elle ne vaut que si elle s'accompagne d'une lucidité absolue et de réformes en profondeur : diversification économique, lutte contre la corruption, investissement massif dans le capital humain. Pour tout dire, le B+ de la Guinée est une étape nécessaire, mais insuffisante. Le vrai travail commence maintenant. Alors, de grâce, cessons de célébrer une note qui reste, à l'échelle mondiale, celle d'un pays très fragile, et concentrons-nous sur l'essentiel : construire une économie bénéfique à tous, et non pas uniquement aux chiffres et aux investisseurs. », a écrit Top Sylla.

Mamadou Oury



Tribune

Tibou Kamara, ancien ministre d'Etat

« Certains sont arrivés trop tard dans un monde politique trop vieux... »



Dans une tribune publiée dans la presse et intitulée "Vérité d'un référendum : c'est le terrain qui commande !", Tibou Kamara, ancien ministre d'Etat sous Alpha Condé se prononce sur ce sujet qui continue de défrayer la chronique nationale.

« Certains sont arrivés trop tard dans un monde politique trop vieux, avec la prétention illusoire de bouleverser des règles du jeu éprouvées et un ordre solidement établi. Ces mêmes avaient rêvé de devenir khalife à la place du khalife, dont ils refusent de reconnaître la préséance chèrement acquise, ainsi que la légitimité historique qui résiste au temps et survit aux épreuves. Pourtant, comme les doigts d'une main, les hommes ne sont ni égaux ni interchangeables. Certains seront toujours au-dessus d'autres, mèneront la course en

tête et garderont, quoi qu'il arrive, leur place dans la société ainsi que l'estime de leurs concitoyens. Une évidence que l'on n'a jamais niée ni contestée naguère, comme c'est le cas maintenant. Le temps et les événements révèlent au grand jour, pour le malheur de ceux, nombreux et naïfs, qui croyaient avoir renversé la table, réussi le tour de force d'effacer d'un trait l'histoire et les mémoires, de dompter l'avenir, de contrôler les destins, que l'on n'inverse pas les rapports de force comme par enchantement. La popularité se cultive,

et n'est pas grand homme politique qui le veut. Tout dans la vie est une œuvre de longue haleine. Comme l'affirme le philosophe Alain, c'est un piège de se considérer « surhomme avant d'avoir été homme ». Le syndrome d'hybris est un air du temps et l'un des travers des réseaux sociaux, qui grisent de nouveaux « prophètes » en leur offrant une notoriété fulgurante mais sans consistance. On finit par se croire ce que l'on n'est pas : un leader capable de mobiliser les foules, de changer le cours de l'histoire, bref, de posséder une influence réelle que l'on confond avec une simple présence médiatique. Une influence symbolique qu'on voudrait assimiler à une toute-puissance indéniable. Un amalgame fatal et une confusion des genres toujours nuisible. Au demeurant, communiquer n'est pas s'exhiber comme un paon ni étaler des penchants narcissiques, encore moins s'inventer une vie et une histoire, mais briller par la générosité de ses idées, l'éclat de ses résultats et se distinguer par la force de ses arguments dans le débat et auprès des populations. Ce ne sont pas les invectives publiques ni les articles dithyrambiques, destinés à tromper la vigilance populaire sur son influence ou ses performances, qui forcent l'admiration. Chacun a des yeux pour voir, des oreilles pour entendre et est aussi témoin de l'actualité et des chroniques politiques et électorales. On sait qui vaut quoi,

qui parvient à quoi, et malheureusement aussi qui se contente de crier sa "tigritude" faute de pouvoir « bondir sur sa proie ». LE PEUPLE, ULTIME ARBITRE Un acteur avait été conseillé par un proche de dévoiler son identité pour obtenir une place dans un restaurant qui refusait du monde. Il a rétorqué : « Si j'ai encore besoin de me présenter, c'est que je ne suis pas encore devenu quelqu'un ». Ceux qui parlent d'eux-mêmes ou font parler d'eux à longueur de journée, avec bruit et fracas, parfois contre espèces sonnantes et trébuchantes, ne sont encore personne, sinon d'autres s'en seraient chargés à leur place. En tout cas, ils n'auraient pas eu besoin d'une grande dépense d'énergie ni d'une surexposition médiatique pour se faire remarquer et tenter d'imposer leur présence. La réalité ramène toujours toutes les fabrications médiatiques et les tonneaux vides politiques à leur véritable dimension de prestidigitateurs et de brasseurs d'air. La propagande est un couteau à double tranchant. Elle flatte l'ego et entretient l'illusion de compter et d'exister, ne serait-ce que virtuellement. Mais elle n'a pas la force de mobiliser, de rallier ni de drainer des électeurs dans les urnes. On ne s'improvise pas leader ni ne devient acteur automatiquement après un décret de nomination ou en se précipitant à occuper le devant de la scène dans un vide volontairement créé. Le statut ne confère pas la stature, pas plus

que la fonction n'impose le mérite, la notoriété ou la légitimité. On se rappelle les propos dé-sabuseés de Louis XVI, sur son balcon, au début des émeutes populaires qui allaient sceller son sort : « Mais pourquoi se révoltent-ils alors qu'il me semblait qu'ils étaient heureux ? ». « Pourquoi ne sont-ils pas allés en grand nombre aux urnes, alors qu'on m'a fait croire que j'étais adulé et soutenu par tous mes concitoyens ? », pourrait aussi se demander, sous les lambris de son palais, un homme fort du moment dans son pays. On peut s'auto-satisfaire, s'enorgueillir d'exploits, continuer à faire la politique de l'autruche, mais pas à une époque où l'on ne peut plus tricher avec l'intransigence des faits ni se dérober aux rigueurs de la réalité. Si la campagne électorale est un temps favorable à la vanité, à l'imposture, à la spéculation, aux mensonges aussi, comme l'a relevé Clemenceau, l'élection reste un moment de vérité où les masques tombent et les mythes s'effondrent : on voit que tout ce qui brille n'est pas or, combien de fois certains se sont surestimés, tandis que d'autres ne pèsent rien aux yeux des citoyens-électeurs. Il y aura un avant et un après 21 septembre 2025, pour le bonheur de certains et le malheur d'autres. La roue de l'histoire tourne, celle de la fortune aussi. », a écrit Tibou Kamara, ancien ministre d'Etat.

Mamadou Oury

Référendum du 21 septembre 25

Ce qu'en pense Dr Ben Youssouf Keïta



Dans un entretien accordé au site Mediaguinee, Dr Ben Youssouf Keïta, le président de l'Alliance pour le Changement et le Progrès (ACP), associé à la conception de ce projet constitutionnel, et a appelé à voter «OUI», s'est exprimé sur le scrutin référendaire.

« Je ne suis pas donc surpris que la population se soit massivement mobilisée pour aller voter et que la population ait massivement voté OUI à cette nouvelle Constitution », a-t-il indiqué. Dr Ben Youssouf Keïta dit ne pas douter de l'impact du scrutin sur la population. « Je pense sincèrement que oui ça aura des impacts très positifs sur la population guinéenne parce que la population est consciente des gestes qu'elle a posés et il vous souviendra que cette constitution est la 5ème. Mais jamais une constitution n'avait réussi autant d'assentiment, n'avait été aussi vulgarisée que la Constitution votée le 21 septembre 2025...Il vous souviendra que toutes les couches de la Gui-

née en commençant par les cultivateurs en passant par les éleveurs jusqu'au niveau de la Présidence, tous les Guinéens ont eu leur mot à dire. Toutes les corporations ont eu leur mot à dire et ça a été tenu en compte, donc cela a été fait et le retour a été fait. Les gens ont été sensibilisés et on leur a montré que ce qu'ils ont désiré se trouvait dans cette nouvelle Constitution...Les Guinéens sont allés consciencieusement voter pour le Oui, en sachant bien l'implication que ce Oui aura sur leur avenir et sur leur vie quotidienne. Donc, aucune autre possibilité n'existe pour que celui qui a été consciencieusement et librement voté ne soit détourné de son objectif. Désormais, je pense que la Guinée a gagné.»

Aux Guinéens qui ont voté Non ou qui ont appelé à ne pas du tout voter, Dr Ben Youssouf Keïta soutient que c'est tout à fait normal, puisque c'est ce qui fait même la beauté de la démocratie « Amadou Hampathé Bâ disait que la beauté d'un tapis, c'est la multitude même de ses couleurs. Donc la beauté de la démocratie aussi, c'est qu'il y ait des idées divergentes. Du OUI, du NON et les abstentions, c'est normal et c'est ce qui fait l'essence même du succès de cette nouvelle Constitution. Parce qu'il faut savoir que tous les Guinéens ont été libres de choisir leur destin dans les urnes. Vous avez été voté en âme et conscience et seul, vous pouvez écrire OUI, vous pouvez écrire NON, ou vous pouvez retourner votre bulletin sans cocher. Donc je me dis que cette constitution, c'est la meilleure constitution comme on dit qui nous ressemble et qui va nous rassembler...Je félicite la population guinéenne. Je félicite les organisateurs et tous ceux qui se sont impliqués pour la campagne de vulgarisation et de sensibilisation pour aller voter et je demande à l'Etat guinéen, à nos dirigeants actuels, comme à nos dirigeants futurs d'appliquer au pied de la lettre les 199 articles votés par le peuple de Guinée et que la Guinée émerge très rapidement en Afrique... », rapporte Mediaguinee.

Kaba Kankoula

États-Unis

Jimmy Kimmel de retour à l'antenne après la suspension de son émission par la chaîne ABC



Aux États-Unis, le talk-show de Jimmy Kimmel reprend, ce mardi 23 septembre au soir. La chaîne ABC l'a annoncé dans un communiqué lundi. Elle avait suspendu jusqu'à nouvel ordre son émission mercredi dernier. L'animateur, très critique de Donald Trump, avait suggéré dans son monologue que l'assas-

sin présumé de l'influenceur d'extrême droite Charlie Kirk pouvait être lié aux conservateurs. La suspension de l'émission, vue comme le résultat d'une pression du gouvernement, a beaucoup fait réagir. Qui a cédé le premier ? Le communiqué très diplomatique de la chaîne ABC ne le précise pas et n'évoque que des

« conversations sérieuses », rapporte notre correspondant à Los Angeles, Loïc Pialat. Est-ce Jimmy Kimmel ? L'animateur avait refusé de s'excuser à au moins deux reprises la semaine dernière pour ses propos qui ont choqué une partie de l'Amérique. Ou est-ce Disney, le propriétaire d'ABC ? Le géant fait face depuis six

Mandiana

Une femme aurait brûlé l'enfant de sa coépouse à l'essence



La semaine dernière, selon Mediaguinee, un drame d'une rare cruauté a secoué la ville de Mandiana. Dans le quartier Château d'eau, une femme a été accusée d'avoir aspergé l'enfant de sa coépouse avec de l'essence avant d'y mettre le feu, provoquant de graves brûlures sur la victime.

Les premières informations recueillies indiquent que l'auteure présumée, identifiée comme Mariama Ciré Sylla, aurait agi en l'absence des autres membres de la famille partis à la mine. Les véritables raisons de ce geste ignoble demeurent inconnues. Le procureur du tribunal de première instance de Mandiana, Mohamed Lamine Diallo, a confirmé l'information le samedi. « Une dame du nom de Mariama Ciré Sylla aurait aspergé la fille de sa coépouse avec de l'essence avant d'y mettre le feu. La fillette a été brûlée au troisième degré » L'auteure présumée a été immédiatement interpellée et placée en garde à vue dans les locaux de la gendarmerie, où elle est entendue par les enquêteurs avant son déferrement devant la justice. « Cette dame, auteure de ces faits, a été directement arrêtée

et sera déférée dans un bref délai », a précisé le procureur. La fillette, grièvement brûlée, a été transportée d'urgence à l'hôpital régional de Kankan, pour y recevoir des soins intensifs. « Heureusement, elle est encore en vie. Elle est admise à l'hôpital régional pour des soins d'urgence », a ajouté le magistrat. Le procureur Diallo a tenu à rassurer la population de Mandiana : « Nous tenons à rassurer que justice sera faite dans ce dossier. Nous appelons chacun au calme afin d'éviter tout trouble à l'ordre public en cette période sensible des élections », a-t-il souligné. Choqués par cet acte, les habitants de Mandiana attendent désormais la suite de la procédure judiciaire contre Mariama Ciré Sylla, rapporte le site Mediaguinee.

Mamadou Oury

jours à une forte pression populaire : des manifestations de soutien à Kimmel, l'annulation des abonnements à sa plateforme de streaming Disney+ ou des critiques, y compris venues de la droite, sur l'entrave à la liberté d'expression. Le monologue d'ouverture très attendu de Kimmel devrait apporter des réponses ce soir. Émission partiellement accessible ABC avait annoncé, mercredi 17 septembre, suspendre « Jimmy Kimmel Live! », l'émission du célèbre trublion et critique inlassable du président américain Donald Trump, « pour une durée indéterminée ». L'animateur avait été pris en grippe par Brendan Carr, le patron du gendarme des télécoms et de l'audiovisuel américains (FCC), qui avait publiquement menacé quelques heures plus tôt de retirer leur licence aux chaînes qui diffusaient son émission. Autre question centrale : combien d'Américains pourront voir l'émission ? Deux groupes

avaient décidé d'arrêter de la diffuser sur leurs réseaux de chaînes locales après les propos du comédien lundi dernier. L'un de ces groupes, Sinclair, a exigé des excuses publiques de la part de l'animateur et un don à Turning Point USA, l'organisation de Charlie Kirk. Il a déjà annoncé que le « Jimmy Kimmel Live! » serait remplacé par un autre programme ce soir. Les humoristes ciblés par Donald Trump : « Nous sommes tous Jimmy Kimmel » La suspension de Jimmy Kimmel a cependant provoqué un tollé aux États-Unis, où beaucoup y ont vu un prétexte pour se débarrasser d'un des visages les plus célèbres du petit écran, qui irritait Donald Trump de façon notoire. Le président américain avait immédiatement salué « une grande nouvelle pour l'Amérique » et appelé à priver d'antenne d'autres figures du secteur de l'infotainment, comme Jimmy Fallon et Seth Meyers.

RFI

INTERVIEW

Résultats partiels du Référendum

Dr Faya Millimouno jette du discrédit sur le processus



Après le référendum du 21 septembre, l'heure est aux résultats. C'est le « OUI » qui l'emporte avec une majorité écrasante (89,38%). Mais de l'avis du président du Bloc Libéral, cette élection n'a pas été transparente. Dr Faya Lansana Millimouno affirme que cette constitution est loin de résoudre le problème du Guinéen.

un processus électoral transparent parce que c'est souvent le problème. Vous ne pouvez pas organiser une élection dont le principe républicain va être la transparence et que le camp opposé n'est pas le droit d'avoir des représentants. Nulle part, nos délégués n'ont été acceptés. C'est ça un processus transparent et acceptable.

L'Aigleinfos : Quelle lecture faites-vous de l'organisation du scrutin référendaire du 21 septembre 2025 ?

L'Aigleinfos : Mais vous n'avez jamais parlé de ça, malgré les multiples sorties que vous avez faites ?

Dr Faya Millimouno : Ce que nous venons de vivre, ce n'est pas quand même un débat républicain. Vous êtes un journaliste, un journaliste professionnel, et vous ne pouvez pas considérer cela comme

Dr Faya Millimouno : J'ai tellement parlé de ça. J'ai envoyé, depuis la semaine dernière, des mandats que je peux d'ailleurs partager la copie avec vous. Dans toute la République, il n'y a aucun de

mes représentants qui n'a été accepté, quelque part. Il y en a d'ailleurs qu'on a menacé de foutre en prison. Il y en a qu'on a menacé de battre. Alors, la consigne qu'on a fait accompagner ce mandat, c'est de dire nous savons que nous avons affaire à un pouvoir qui a démontré sa capacité. Si on vous menace, reculez et puis allez-vous-en. C'est-à-dire, nos représentants étaient considérés comme s'ils n'étaient pas guinéens.

L'Aigleinfos : Mais Docteur, beaucoup de personnes se posent la question de savoir comment vous pouvez demander le retour à l'ordre constitutionnel mais au même moment vous demandez de voter NON. Alors que si ce référendum ne passe pas, c'est que c'est la transition prolongée.

Dr Faya Millimouno : Écoutez, c'est-à-dire que même si nous voulons le retour à l'ordre constitutionnel, cela ne veut pas dire qu'on doit se doter d'une constitution n'importe laquelle mais pas du tout. Ces gens-là ont eu quatre ans. Quatre ans. Ce n'est pas quatre mois. Les fonds publics qui ont été brûlés dans ça, c'est des milliers de milliards. Et pour nous doter quoi ? Une constitution qui nous fabrique un monarque plutôt qu'un président de la République ?

L'Aigleinfos : Donc pour vous, ce qui était bon c'était de revoir le contenu ?

Dr Faya Millimouno : Naturellement. Vous savez, nous sommes tellement en droit, nous sommes tellement en droit de contester le contenu de cette constitution que, à toutes les étapes, nous avons montré notre volonté de dire notre mot. Depuis le débat d'orientation constitutionnelle jusqu'à l'atelier de Kindia, quand 150 partis politiques présents, avaient recommandé que la rupture entre la charte et le projet de constitution ne soit pas maintenue. Alors, si on ignore tout ça, vous voulez que nous recommandions qu'on vote OUI, même si on sait que c'est pour envoyer clairement le pays dans une situation d'instabilité ? Non, nous ne ferons jamais ça à la Guinée.

L'Aigleinfos : Les premiers résultats ou les résultats partiels commencent à tomber. Et selon DGE, il y a un écart. Je ne sais pas si vous avez eu vent de cela et comment vous le vivez ?

Dr Faya Millimouno : L'écart, c'est quand il y a eu vote. Je ne sais pas si vous avez observé vous-même personnellement le vote, mais ce qui m'a été remonté de la région forestière, c'est que par exemple, là-bas, il n'y a pas eu d'élection. La Haute Guinée, il n'y a pas eu d'élection. Un peu à Conakry, puisqu'il y a quelques observateurs étrangers, on a donné un peu la possibilité aux gens de voter. Mais est-ce que vous

savez pourquoi nous avons un nombre anormalement élevé de bulletins nuls ? C'est parce que dans beaucoup d'endroits à travers le pays, on avait déjà coché les bulletins avant de les remettre aux gens pour voter. Ceux qui ne connaissent pas, ils se sont contentés de les mettre dans l'urne. Mais ce qu'ils ont compris, ont cherché à annuler en écrivant du n'importe quoi sur chaque partie du bulletin. Donc, sur ces résultats provisoires seulement, nous avons déjà plus de 160 000 bulletins nuls.

L'Aigleinfos : Est-ce que le BL que vous dirigez sera prêt à accepter ces résultats ?

Dr Faya Millimouno : Écoutez, mon frère en 2020 le OUI qui avait emporté, où ça nous a emmenés. Cette année encore, l'histoire va nous donner raison. Donc on va suivre de près avec vous.

L'Aigleinfos : Merci à vous Docteur Faya Millimouno pour votre disponibilité !

Dr Faya Millimouno : C'est moi qui vous remercie pour l'attention !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D



Référendum constitutionnel en Guinée

La CEDEAO et l'UA saluent le bon déroulement du scrutin



Les missions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union africaine (UA) ont, dans un communiqué conjoint, salué le bon déroulement du référendum constitutionnel du 21 septembre en Guinée

Ces missions ont mentionné le professionnalisme des acteurs électoraux et la maturité des électeurs. Elles ont également lancé un appel à la communauté

internationale pour soutenir le pays dans la poursuite de sa transition politique. Composées de 50 experts, dont 25 pour chaque organisation, les missions ont

été déployées dans les huit régions administratives de la Guinée. Avant le scrutin, elles ont rencontré diverses parties prenantes, notamment des représentants du gouvernement, de la Direction Générale des Élections (DGE), de la Cour suprême, de la société civile et des partenaires internationaux. Ces rencontres leur ont permis de « s'informer sur le contexte général et les derniers réglages avant la tenue du vote », indique le communiqué consulté par Africaguinee.com. Le jour du référendum, les observateurs ont couvert 389 bureaux de vote à travers le pays. Leur bilan est positif. « Les Missions ont noté que le processus s'est

bien déroulé, le personnel électoral et les OGE ont rempli leurs missions convenablement ainsi que les observateurs nationaux et internationaux. » Dans leur communiqué, signé par Abdel-Fatau Musah, Commissaire aux Affaires Politiques, Paix et Sécurité de la CEDEAO, et Bankole Adeoye, Commissaire aux Affaires Politiques, Paix et Sécurité de l'UA, les deux organisations ont appelé à un soutien continu de la communauté internationale pour aider la Guinée à achever sa transition. « Les Missions exhortent la Communauté internationale à continuer son appui aux efforts des autorités de la Transition et du peuple guinéen, en vue de la consolidation de la paix, de la sécurité et de la stabilité, ainsi que pour le parachè-

vement de la transition par l'organisation d'élections libres, inclusives et transparentes qui vont consacrer le retour du pays à l'ordre constitutionnel et pour qu'il retrouve sa place au sein de la grande famille africaine de la CEDEAO et de l'UA. » Les deux missions ont réaffirmé leur engagement à accompagner les acteurs guinéens pour un renforcement de la paix et de la démocratie. Les deux organisations remercient les autorités et le peuple guinéen pour leur accueil et leur hospitalité. Elles ont également exhorté la population à s'impliquer activement pour la réussite du processus, apprend-on du site Africaguinee.com.

Mamadou Oury

Référendum du 21 septembre

La sérénité aura prévalu sur toute l'étendue du territoire national



Les Guinéens se sont rendus aux urnes le dimanche 21 septembre 2025 pour se prononcer sur le projet de nouvelle constitution qui a été soumis à référendum. Un scrutin boycotté par les Forces vives de Guinée (UFDG, RPG, UFR, FNDC, FFSG).

C'est à Boulbinet, à quelques mètres du Palais Mohammed V, que le président de la transition, le général d'armée Mamadi Doumbouya, s'est acquitté de son devoir civique, en compagnie de son épouse. Le président du CNT, Dr Dansa Kourouma, et le Premier ministre, Monsieur Amadou Oury Bah ont fait de même, respectivement à Coyah et à Lambanyi. L'on peut se féliciter du fait que les opérations de vote se soient déroulées globalement dans la sérénité et dans une atmosphère bon enfant sur toute l'étendue du territoire national. A cause du retard accusé par endroits à l'ouverture des bureaux de vote, la Directrice générale des élections, Mme Camara Djenabou TOURE, a dû prendre une décision pour proroger la fermeture des bureaux de vote à 19 heures, au lieu de 18 heures. A signaler que des observateurs nationaux et

internationaux (CEDEAO, Union africaine) ont été déployés sur le terrain pour être témoins de ces instants historiques. Sans oublier la presse et les membres de l'ONASUR, une structure mise en place par décret il y a quelques jours, pour observer et surveiller de façon autonome ce référendum constitutionnel. Pour les partisans du CNRD et de son président, le projet de nouvelle constitution qui a été soumis à référendum est le fruit d'un dialogue national inclusif, où toutes les composantes de notre société ont été consultées : partis politiques, syndicats, femmes, jeunes, leaders religieux, citoyens ordinaires, diaspora et personnes vivant avec un handicap. Les conseillers nationaux avaient fait le tour des quatre régions naturelles pour recueillir les avis et les aspirations légitimes des populations à la base. Parmi les innova-

tions contenues dans ledit projet de nouvelle constitution, l'on peut citer notamment : le droit de pétition permettant aux citoyens de saisir les autorités sur des sujets d'intérêt général; la gratuité de l'éducation de base; la création d'un Sénat, représentant des collectivités et des corps sociaux, afin de renforcer la décentralisation; la valorisation des langues nationales pour rapprocher l'administration des citoyens et réhabiliter les identités culturelles. Selon les résultats provisoires publiés par le MATD, le « Oui » l'aurait emporté à 89,38%, avec un taux de participation de 86%. Par contre, pour les détracteurs des tombeurs d'Alpha Condé, ce scrutin serait un non-événement. Aussi ont-ils appelé à le boycotter.

Kèfina Diakité

Victoire du «oui» lors du référendum constitutionnel, selon les résultats globaux provisoires



En Guinée, le ministre de l'Administration du territoire, Ibrahima Kalil Condé, a annoncé mercredi 24 septembre les résultats officiels provisoires du référendum constitutionnel de dimanche. Le « Oui » l'emporte avec 89% des suffrages exprimés et avec un taux de participation de 86%. Reste à la Cour suprême de valider ces résultats et à mettre un terme au processus référendaire mené sans consensus politique. Il aura fallu attendre la nuit pour que le ministre de l'Administration du territoire, Ibrahima Kalil Condé, annonce les résultats globaux provisoires. Avant lui, c'est la directrice générale des élections, Djénabou Touré, qui a égrené les résultats des 375 communes que compte le pays. La direction générale des élections n'a pas caché avoir rencontré des difficultés à faire remonter les résultats, notamment à cause des restrictions d'Internet. C'est en Haute-Guinée que le « **Oui** » à la nouvelle Constitution aurait fait ses meilleurs scores, avec 96% des suffrages exprimés dans les régions de Faranah et de Kankan où est né Mamadi Doumbouya. Toujours selon ces chiffres officiels, son plus faible score – 74% – se situe à Conakry qui enregistre officiel-

lement la participation la plus basse – 74% également. Dans la région de Labé, le bastion historique de l'opposant en exil Cellou Dalein Diallo, le « Oui » remporterait 86% des voix, avec un taux de participation de 87%. **Le président de l'UFDG rejette fermement ces résultats** Le président de l'UFDG rejette fermement ces résultats. Il n'a d'ailleurs pas attendu les résultats globaux pour dénoncer, dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, une opération de « blanchiment du coup d'État » et une « mascarade ». Avec ses alliés des Forces vives – regroupant l'UFDG, le RPG, l'UFR, le Model, le FNDC et les Forces sociales – il avait appelé les Guinéens à boycotter le scrutin. Le Premier ministre Bah Oury doit, lui, s'exprimer ce mercredi. Si le vote s'est déroulé dans le calme, le processus référendaire s'est fait dans un contexte de tensions politiques. Les principaux partis, comme l'UFDG ou le RPG du président déchu Alpha Condé, ont été suspendus administrativement quelques jours avant l'ouverture de la campagne référendaire et donc interdits de faire campagne, alors que tous les dirigeants des Forces vives sont en exil, en prison ou portés disparus. **RFI**

Conférence de presse à la Primature

Le PM Amadou Bah Oury revient sur le scrutin référendaire



Quelques heures après la publication des résultats provisoires du scrutin référendaire du 21 septembre 2025, le Premier ministre guinéen, Amadou Oury Bah, a animé une conférence de presse au Palais de la Colombe. C'était le mercredi 24 septembre 2025.

Dans sa déclaration faite devant un parterre de journaux, le locataire du Palais de la Colombe, n'a pas manqué de remercier tous les acteurs qui se sont impliqués dans la réussite de cette consultation

tout en rappelant à ceux qui ont voté « Non » que leurs voix comptent. Il a également transmis les sincères félicitations et remerciements du président de la transition de l'Etat et l'ensemble des membres

du Gouvernement aux populations guinéennes, tout en saluant la maturité dont elles ont fait preuve durant ce processus référendaire. « C'est une belle illustration du renouveau de notre pays. Le référendum du 21 septembre 2025 a été également une appropriation par l'ensemble du peuple de Guinée, de toutes les régions du pays, des villes comme des villages et également de nos compatriotes de la diaspora. Vous vous êtes mobilisés pour accomplir vos devoirs citoyens dans la paix, la discipline et avec une maturité démocratique exemplaire. Aucun incident notable, aucun blessé, aucune perte en vie humaine », a-t-il déclaré. Pour Amadou Oury Bah, le scrutin référendaire qui vient de se tenir s'est déroulé dans la transparence et le respect mutuel. « C'est une victoire civique par rapport à une fatalité qui

nous avait poursuivie pendant très longtemps. Ce succès est également le fruit d'une préparation rigoureuse, un recensement national d'envergure, une liste électorale crédible, une direction générale des élections efficace et l'accréditation d'observateurs nationaux et internationaux impartiaux qui ont contribué à la crédibilisation du processus qui vient d'être engagé par la République de Guinée... Chers compatriotes, vous avez tourné la page du passé et affirmé votre foi en l'avenir. Ce Oui est un mandat de confiance, une exigence de transformation. Il ouvre la voie aux prochaines étapes du processus du retour à l'ordre constitutionnel, à savoir la présidentielle, les législatives et les communales, sans oublier les régionales et les sénatoriales. Le Oui comme le Non a exprimé la vitalité de notre démocratie. Nous saluons la mobilisation

citoyenne exemplaire et rendons hommage à tous les acteurs du processus, en Guinée comme à l'étranger. », dira-t-il. Et d'ajouter : « À ceux qui ont voté non, nous leur disons, votre voix compte également. Le dialogue et la réconciliation resteront au cœur de l'action du gouvernement. L'État tel que nous l'envisageons et tel que nous le souhaitons, doit disposer de contre-pouvoirs efficaces, indispensables pour la construction d'une démocratie enracinée et pour le respect des engagements constitutionnels pour lesquels l'ensemble des acteurs devront s'investir pleinement dans l'action publique... » A rappeler que ces résultats provisoires ont aussitôt été rejetés par l'UFDG ses alliés de l'ANAD et des Forces vives de Guinée.

Kèfina Diakité

INTERVIEW

Référendum

La Société Civile fait un constat satisfaisant



Le référendum constitutionnel a eu lieu dimanche 21 septembre 2025 en Guinée. Le porte-parole de la Synergie des faitières des organisations de la société civile salue le climat qui a caractérisé ce scrutin jusque-là. Dans un entretien accordé à votre hebdomadaire, Oumar Kana Diallo invite chaque acteur à se pillar à la voix de la démocratie quels que soient les résultats qui sortiront des urnes.

L'Aigleinfos : La société civile dont vous êtes le porte-parole a déployé combien d'observateurs dans le cadre du référendum constitutionnel ?

Oumar Kana Diallo : La Synergie a déployé 6 000 observateurs sur l'ensemble du territoire national. Il faut rappeler que c'est 16 organisations de la société civile qui constituent cette Synergie. Ces 16 organisations ont réussi à identifier, recruter, former et outiller 6 000 observateurs que nous avons déployés sur l'ensemble du territoire national.

L'Aigleinfos : Dites-nous quelle appréciation vous avez faite de cette élection à travers les informations qui vous ont été remontées par vos observateurs ?

Oumar Kana Diallo : La pre-

mière appréciation que nous avons eu à faire, c'est que le scrutin s'est déroulé dans le calme de manière globale, la sérénité et les mesures de transparence ont été respectées en grande partie et l'accessibilité des citoyens. Nous avons même eu des nouvelles comme quoi, bon nombre de personnes handicapées qui devraient venir voter ont bénéficié de l'aide, soit par des membres du bureau de vote ou d'autres électeurs qui sont venus pour voter. Les droits disposés pour garantir le secret de vote et l'existence de bon nombre d'outils servant aux élections, c'est-à-dire le matériel électoral.

L'Aigleinfos : Jusqu'au jour du scrutin, il y avait encore certains citoyens qui n'étaient pas entrés en possession de leurs cartes d'électeur, ce qui a fait

que par endroits, il n'y avait pas de mobilisation. Comment vous avez vu cette défaillance ?

Oumar Kana Diallo : C'est ce que nous avons regretté dans ce processus. La société civile n'a pas été totalement impliquée dans la distribution, dans la sensibilisation pour une large distribution de cartes d'électeurs. Donc certains citoyens, soit qui ont déménagé ou qui étaient à des distances plus ou moins éloignées du centre de distribution de ces cartes, n'ont pas pu retirer leurs cartes d'électeurs. Mais nous avons toujours demandé à ce que la loi soit respectée. Parce qu'il faut le dire, les gens croient que la distribution de cartes au sein des bureaux de vote, c'est une anomalie. Loin de là, c'est réglementaire. Ceci a été causé par la non-implication

des acteurs de la société civile.

L'Aigleinfos : Très souvent quand on parle des élections, il y a des tensions déjà la veille, le jour et même après les élections. Mais cette fois, ça a été le contraire. Qu'est-ce que vous avez fait dans l'ombre ?

Oumar Kana Diallo : Il faut dire à ce niveau qu'il y a eu une synergie d'action entre l'autorité et les acteurs de la société civile. Lorsque nous avons compris qu'avec la distribution de cartes d'électeurs, nous n'étions ni impliqués ni associés, nous avons imaginé cette synergie de 16 plateformes, non des moindres, sur l'ensemble du territoire national, et prenant en compte toutes les couches, que ce soit les femmes, les jeunes, les personnes vivant avec handicap, et les organisations spécialisées dans le suivi électoral. Donc l'État était dans l'obligation de nous appeler pour dire « nous voulons que vous nous facilitiez la tâche pour que vous puissiez jouer votre rôle ». Et là, nous avons alerté l'ensemble de nos structures et des membres de Conakry jusqu'à Yomou. Nous n'avions pas à donner une position, mais nous avons demandé aux citoyens d'accepter de décider pour l'avenir du pays. Et on leur a dit que la seule arme qui leur permet de dire « voilà, c'est ce qui sera fait », c'est lorsqu'ils viennent voter, soit oui ou non, pour ce projet de nouvelle constitution, sans la violence.

L'Aigleinfos : Nous avons appris que des observateurs ont confisqué des PV parce qu'ils ne sont pas entrés en possession de leurs cartes à temps ? Comment cela a été géré à l'interne ?

Oumar Kana Diallo : Bon, je ne sais pas, il y a eu deux synergies. Mais nous, on n'a pas connaissance de confiscation avec notre synergie. Et on était même en relation avec les ob-

servateurs de l'Union africaine, les observateurs de la CEDEAO.

L'Aigleinfos : Les premiers résultats sont déjà tombés, il y a des frustrations par endroits, mais en tant que société civile, qu'est-ce que vous demandez à tous les acteurs ?

Oumar Kana Diallo : Nous demandons à l'ensemble des acteurs de suivre et d'accepter le principe démocratique. Le principe démocratique, c'est quand la majorité décide de quelque chose, la minorité doit accepter de suivre ce que la majorité a décidé. Il ne faut pas que l'on opte pour un principe de gouvernance et qu'on s'oppose à ses conséquences ou à ses impacts sur le terrain. Si un groupe estime qu'il a été lésé et que les principes ont été violés, il peut recourir aux voies légales en déposant les recours au temps opportun.

L'Aigleinfos : La DGE a fait à sa première expérience en Guinée avec ce référendum. Comment l'avez-vous trouvée ?

Oumar Kana Diallo : Nous on n'apprécie pas, surtout que ce sont d'abord les résultats partiels. Nous il faut quand même dire qu'elle a écouté les conseils, tout ce qui lui a été remonté, elle vérifiait et si elle voit que c'est vrai elle prend des mesures. Par exemple, nous de la société civile, nous avons constaté certains bureaux de vote ont ouvert tardivement. Et vous avez vu, au lieu de 18H, le vote est allé jusqu'à 19H.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Oumar Kana Diallo, porte-parole de la Synergie des faitières des organisations de la société civile pour le référendum 2025 !

Oumar Kana Diallo : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Adoption d'une nouvelle constitution

Le Gouvernement Bah Oury devrait-il démissionner ?



A la faveur d'une conférence qu'il a animée le mercredi 24 septembre 2025, dans l'enceinte de la Primature, le Premier ministre guinéen, Amadou Oury Bah, s'est exprimé sur plusieurs sujets relatifs à l'actualité sociopolitique de la Guinée, trois jours après la tenue du référendum constitutionnel.

A la question de savoir si après l'adoption de la nouvelle constitution, le gouvernement qu'il dirige va démissionner, le Premier ministre Amadou Oury Bah a répondu en ces termes : « Vous savez, à partir du moment où on adopte la constitution, il faut se conformer aux principes édictés par cette constitution qui devra être promulguée le plus rapidement possible après un passage de 72 heures au niveau de la Cour suprême. Et en aucun article de cette présente constitution, il n'est dit que le gouvernement doit démissionner. Ce n'est pas une modification constitutionnelle, c'est un référendum constitu-

tionnel pour l'adoption d'une nouvelle constitution pour la République de Guinée » Et d'ajouter : « Je sais que beaucoup, ou certains, si je dis beaucoup, ce serait un peu exagéré de ma part, je crois que certains voudraient qu'il y ait des changements perpétuels. Mais nous recherchons la stabilité, la stabilité, la stabilité. Et cette stabilité doit être adossée par le respect scrupuleux des règles démocratiques, des règles constitutionnelles et dans une vision très ouverte et constructive du présent et du futur... Les questions éternelles de changement de poste, changement de poste, je pense qu'il faut que nous revisitions les paradigmes pour se rendre compte que le principe de la stabilité

dans une logique de cohérence absolue est l'axe majeur de l'action publique que nous entendons mener. Je ne dis pas qu'il n'y aura pas à un moment donné des changements, c'est tout à fait nécessaire, mais ce sera lorsque le moment sera là et en fonction du pouvoir discrétionnaire du président de la République ». A noter que selon les résultats provisoires rendus publics par le MATD, le "Oui" l'aurait emporté à 89,38% avec un taux de participation de 86%.

Kaba Kankoula

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

Kankan

Des boulangers portent des accusations contre l'administrateur du marché Sogbè



Selon Mediaguinee, à Kankan, la crise du pain continue d'alimenter tensions et incompréhensions. Depuis plusieurs semaines, boulangers, autorités locales et consommateurs se livrent une bataille silencieuse faite de pénuries, de méfiances et de colère. Le dernier épisode a pris une tournure violente.

D'après le site d'informations, dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19 septembre 2025, plusieurs boulangers affirment avoir été victimes d'agressions physiques et verbales. Ils accusent Djènè Madi, administrateur du marché Sogbè, d'avoir mené une descente musclée contre eux, accompagné d'hommes armés et de policiers. Réunis le lendemain chez leur responsable à Missira, ils ont raconté leur mésaventure. « Djènè Madi est arrivé avec un pick-up. Il a menacé certains

d'entre nous, envoyé en prison et détruit nos produits. Nous faisons le pain à crédit pour approvisionner la population dès l'aube. Mais ils ont tout saccagé. Certains de nos collègues ont même disparu », témoigne Aly Badra Traoré, président du collectif des boulangers de Kankan. A l'en croire, douze boulangers ont été arrêtés puis conduits au commissariat de Missiran avant d'être libérés, grâce à une médiation du maire. La destruction de leur production représente une lourde perte pour ces artisans qui tra-

vaillent généralement à crédit. « Les gens qui travaillent avec moi préfèrent aller en prison plutôt que d'affronter leurs créanciers. Nous avons tout perdu. Je vais saisir le président de la chambre de commerce, car je n'ai pas les moyens de compenser ces pertes. Nous demandons simplement que justice soit rendue », insiste Aly Badra Traoré, entouré de ses collègues abattus. Accusé par les boulangers, l'administrateur du marché Sogbè reconnaît avoir dirigé l'opération mais assure avoir agi sur instruction communale. « Ces boulangers ont trahi la population. La commune leur avait demandé de produire deux types de miche : une à 3 000 GNF et une autre à 5 000. Mais ils refusaient de fabriquer la miche à 3 000 et forçaient les clients à acheter celle de 5 000. Certains ont catégoriquement refusé de se conformer. C'est pour cela que nous avons procédé à leur interpellation, avec l'appui de la police », a expliqué Djenè Madi, apprend-on du site Mediaguinee.

Mamadou Oury



Dans la région de Labé, le « OUI » l'a emporté avec 86,4%, 13,6% de « NON ». À Conakry, la contestation est plus visible, avec 74,4% pour le « OUI » contre 25,6% pour le « NON », le score le plus élevé pour le « NON » à ce stade du dépouillement. Pendant deux jours et nuits, ces chiffres ont été rendus publics au siège de la DGE à Camayenne dans la commune de Dixinn. Dans la nuit du mardi, le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation s'est rendu sur les lieux. L'honneur lui est revenu pour annoncer les résultats "globaux provisoires". Quant aux résultats détaillés, il déclare que le OUI obtient 5 135 951 voix, soit 89,38%, contre 610 376 voix pour le NON, soit 10,62%. Au vu de ces statistiques, la conformité des résultats avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur et conformément à la procédure légale : « Le projet de nouvelle constitution soumis à l'approbation du peuple par voie référendaire, avec un taux de participation de 86,42%, a obtenu 5 135 951 voix en faveur du OUI, soit 89,38%, et 610 376 voix pour le NON, soit 10,62%. Ces résultats sont provisoires. Ils seront transmis à la Cour Suprême, seule autorité compétente pour les examiner, traiter les contentieux éventuels, les valider et proclamer les résultats définitifs » a conclu le ministre.

Samuel Demba. D

Ballon d'Or 2025

Le Français Ousmane Dembélé et l'Espagnole Aitana Bonmati sacrés



L'attaquant français Ousmane Dembélé a remporté le Ballon d'Or 2025 devant le Barcelonais Lamine Yamal (meilleur jeune). Une récompense individuelle qui rejoint celles du meilleur gardien (Gianluigi Donnarumma) et du meilleur entraîneur (Luis Enrique) pour consacrer la fantastique saison du Paris SG. Chez les femmes, alors que pour la première fois, le jury a décerné tous les équivalents féminins des trophées masculins, c'est Aitana Bonmati qui a été couronnée pour la troisième fois de suite. Il y a trois ans, lorsque Karim Benzema est devenu le cinquième Français à remporter le Ballon d'Or, bon nombre d'observateurs avaient prédit que son successeur ne pouvait être que Kylian Mbappé, à l'époque attaquant du PSG. Ce lundi 22 septembre, c'est bien un joueur du PSG qui a été récompensé de la plus haute distinction individuelle pour un footballeur, mais il se nomme Ousmane Dembélé. Un attaquant polyvalent, ambidextre, rapide, technique, qui a été dans l'ombre de Mbappé au PSG avant de rayonner après le départ de celui-ci au Real Madrid. Si le Ballon d'Or récompense toute une saison, en l'occurrence 2024/2025, il faut dire qu'Ousmane Dembélé a commencé à planter les graines de son sacre seulement au début de l'année en cours. Au moment où son entraîneur au PSG Luis Enrique décide d'en faire son avant-centre. Lui, le feu follet, casseur de reins dans les couloirs gauche ou droite, s'est alors révélé comme un buteur que personne, même pas lui, ne soupçonnait. Trente-cinq buts et seize passes décisives plus tard, un Championnat de France et surtout une Ligue des champions remportés, ont fait de l'ancien joueur du FC Barcelone le vainqueur logique du jury de journalistes, représentant les 100 premières nations au classement Fifa. Au-delà des statistiques, Ousmane Dembélé, 28 ans, symbolise le jeu collectif du PSG, avec son côté infatigable de premier joueur à lancer le pressing, et pas le dernier à venir défendre jusque dans sa surface de réparation. Ce lundi, au théâtre du Château de Paris, avec Dembélé, ému aux larmes, le Paris SG, club de l'année, a été un peu le roi de la soirée avec d'autres récompenses, même si presque tout l'effectif était occupé à disputer le match décalé de la cinquième

journée de Ligue 1 face à Marseille. C'est donc pendant qu'il dirigeait son équipe que Luis Enrique a été ainsi désigné, sans suspense, meilleur entraîneur au vu de la très belle saison du PSG. Le beau parcours de l'équipe d'Angleterre, vainqueur de l'Euro féminin, a été récompensé à travers son entraîneuse, la Néerlandaise Sarina Wiegman. Gianluigi Donnarumma n'est plus parisien et évolue sous les couleurs de Manchester City depuis cet été, c'est pourtant sa grosse saison avec le club de la capitale parisienne qui lui a valu son titre de meilleur gardien. **Le magnifique triplé de Bonmati** Si Ousmane Dembélé était quasiment sans rival, le Ballon d'Or féminin a eu un brin de suspense. Mais comme lors des deux années précédentes, la joueuse espagnole et milieu de terrain Aitana Bonmati a de nouveau soulevé le trophée après ses sacres en 2023 et 2024. La Barcelonaise, qui a perdu ses deux finales européennes (Ligue des champions et Euro), a devancé sa compatriote, Mariona Caldenty, attaquante d'Arsenal qui a remporté la Ligue des champions face au FC Barcelone de... Bonmati.

Le palmarès 2025

- Ballon d'Or masculin : Ousmane Dembélé (France, Paris SG)
- Ballon d'Or féminin : Aitana Bonmati (Espagne, FC Barcelone)
- Trophée Kopa (meilleur jeune) : Lamine Yamal (Espagne, FC Barcelone)
- Trophée Kopa (meilleure jeune) : Vicky Lopez (Espagne, FC Barcelone)
- Trophée Gerd Müller (meilleur buteur) : Viktor Gyokeres (Suède, Arsenal)
- Trophée Gerd Müller (meilleure buteuse) : Ewa Pajor (Pologne, FC Barcelone)
- Trophée Lev Yachine (meilleur gardien) : Gianluigi Donnarumma (Italie, Manchester City)
- Trophée Lev Yachine (meilleure gardienne) : Hannah Hampton (Angleterre, Chelsea)
- Meilleur entraîneur d'une équipe masculine : Luis Enrique (Espagne, Paris SG)
- Meilleur entraîneur d'une équipe féminine : Sarina Wiegman (Pays-Bas, Angleterre)
- Prix Socrates : Fondation Xana (Espagne)
- Club féminin de l'année : Arsenal (Angleterre)
- Club masculin de l'année : Paris SG (France)

RFI

Référendum

Le "OUI" l'emporte à 89,38%



Sans surprise, les premiers globaux du référendum constitutionnel tenu le 21 septembre 2025, donnent un avantage considérable au « OUI ». En tout cas, au vu des publications faites par la Direction Générale des Élections (DGE), tout indique que le projet de nouvelle constitution est en voie d'être adopté par une majorité écrasante.

Selon le Ministère de l'administration et du territoire, le nombre de circonscriptions électorales s'élève à 412, avec 16 722 centres de vote et 23 662 bureaux de vote. Par contre, 22 681 ont été effectivement pris en charge, soit 95,69%. Le nombre total d'inscrits est de 6 768 458, avec 5 951 807 votants, donne un taux de participation de 86,42%. Le total des bulletins nuls s'élève à 205 480, tandis que le suffrage valablement exprimé est de 5 746 327, représentant 96,55% des votes. Les résultats par région : Le « OUI » est particulièrement fort dans les régions de l'intérieur, dépassant régulièrement les 90% des suffrages.

La région de N'Zérékoré se distingue avec un score exceptionnel de 96,2% pour le « OUI » (646 457 voix), contre seulement 3,8% pour le « NON ». La région de Faranah affiche également un résultat très élevé, avec 96% en faveur du « OUI » (377 474 voix), contre 4% pour le « NON ». Dans la région de Kankan, le « OUI » s'impose avec 96,5% (1 179 085 voix), tandis que le « NON » ne recueille que 3,5%. A Boké, Mamou et Kindia, ces régions affichent des résultats similaires, avec respectivement 92,3%, 90,9% et 90,6% pour le « OUI ». La région de capitale Conakry, certes le « OUI » est majoritaire mais il n'égale pas les autres.